

# Un point sur la courbe

Tribune – Edito - 03/11/09 – Patrick A.

Qui se souvient qu'Addis-Abeba avait déjà fait la une de l'actualité malgache et que nous avions placé beaucoup d'espoir sur une réunion à tenir dans la capitale éthiopienne ? C'était une réunion du Groupe International de Contact en avril, et si les protagonistes malgaches n'avaient pas discuté directement, ils avaient pu en marge de cette réunion se faire entendre des représentants du GIC.

**Un malgache qui aurait effectué un voyage sur une autre planète entre cette réunion d'Addis-Abeba et celle qui s'ouvre ce jour pourrait avoir l'impression que rien entretemps n'a fondamentalement changé dans les attitudes et déclarations.** À bien des égards, on a toujours d'un côté un Andry Rajoelina s'attachant laborieusement mais concrètement à mettre en veilleuse opposants et alliés un peu trop encombrants pour renforcer l'effectivité des actions de son gouvernement ; et de l'autre un Marc Ravalomanana s'efforçant de rappeler sur tous les médias qu'il est le Président démocratiquement élu et qu'il a été victime d'un coup de force militaire.

**Pour notre malgache de retour d'un long voyage, la première différence qu'il pourrait percevoir serait qu'alors qu'à fin avril, Manandafy Rakotonirina était la figure de proue de l'opposition locale à Andry Rajoelina, dont l'allié le plus encombrant était le commandant Charles Andrianasoavina, en ce début Novembre, c'est Monja Roindefo qui tente de cumuler ces deux rôles.**

Évidemment, l'entourage de ce voyageur lui résumerait ensuite tout ce qui s'était passé entretemps, et notre individu se demanderait quel miracle était survenu à Maputo pour qu'on ait pu mettre en veilleuse pendant quelques jours une logique de confrontation pour tenter de forger des accords « gagnant-gagnant ».

Si le « miracle » de Maputo a été fragilisé, il n'est cependant pas complètement exclu qu'il puisse se prolonger. La signature d'accords dans la capitale du Mozambique a été rendue possible par la conjonction de plusieurs facteurs : la prise en compte par les deux principales mouvances qu'elles ne pourraient pas arriver à leurs fins seules ; la pression de la communauté internationale ; et enfin les signes d'impatience et d'inquiétude de la classe non-politique.

Transposée à la politique malgache, la théorie de la courbe en J dit qu'il faut assister à une dégradation de la situation avant que les acteurs ne prennent conscience des choses, ne réagissent et que les choses s'améliorent. Reste à savoir où nous en sommes réellement aujourd'hui.

Marc Ravalomanana ne manque aucune occasion de faire sentir qu'un accord sans son assentiment n'aurait guère de poids. Il continue à affirmer qu'il refuse qu'on confie à Andry Rajoelina la présidence de la transition, et à exiger qu'on nomme une personnalité « neutre » à ce poste. Si sa démarche paraît défendable, on se demande bien où l'on pourrait dénicher un tel oiseau rare. Pour la plupart, les personnes « neutres » sont de parfaits inconnus aux yeux du grand public, et cette crise 2009 a été justement celle de l'absence de hautes figures morales ayant la capacité de rassembler. Dans une certaine mesure, parce qu'il s'est relativement tenu à l'écart des polémiques les plus virulentes, le Professeur Zafy Albert pourrait peut-être prétendre à ce rôle ; mais il a déjà déclaré ne pas vouloir de ce poste, et son rapprochement de Andry Rajoelina sur cette question ne laisse guère d'issue.

**À vouloir tirer sur la corde, Marc Ravalomanana risque que celle-ci ne se casse, et que les autres mouvances ne l'isolent et ne constituent une « union sacrée » contre lui. D'autant que la communauté internationale se montre plus que perméable à l'argumentation française.** La séance de questions au gouvernement à l'Assemblée Nationale française, mettant en scène d'une part un député UMP, Jean François Mancel, et d'autre part un secrétaire d'État à la Coopération issu du même parti, Alain Joyandet, est parlante. Et si l'article 4 de la Charte de l'Union Africaine condamne les changements anticonstitutionnels de gouvernement, cette même Union Africaine pourrait ne pas oublier que l'article en question évoque également le respect de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance, chapitres sur lesquels Marc Ravalomanana a été loin d'être irréprochable.

Pour une bonne part, le débat a donc d'ores et déjà basculé sur la question de l'attribution des ministères de souveraineté : Défense, Justice, Affaires Étrangères, et les négociations seront davantage politiques que juridiques. Mais pas plus facile pour autant.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Un-point-sur-la-courbe,12992.html>

